

## Overgangsbepalingen

**Art. 18.** Wat de instellingen voor volwassenenonderwijs betreft die al krachtens het decreet van 18 januari 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van organisaties voor volksopleiding en vormingswerk voor volwassenen erkend waren, begint de vierjarige termijn om het goedgekeurd globaal concept uit te voeren en de andere ondersteuningscriteria te vervullen slechts op 1 januari 2010.

Instellingen voor volwassenenonderwijs die vóór 28 februari 2009 een globaal concept overeenkomstig voorliggend decreet indienen, worden de toelagen voor het kalenderjaar 2009 toegekend overeenkomstig het decreet van 18 januari 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van organisaties voor volksopleiding en vormingswerk voor volwassenen en overeenkomstig het decreet van 23 maart 1992 houdende toekenning van toelagen voor de personeelskosten van de erkende creatieve ateliers, gewestelijke organisaties voor volksopleiding en vormingswerk voor volwassenen alsook van de erkende jeugdorganisaties, jeugdcentra en jeugddiensten. Wat de jaarlijkse toelagen in de zin van het decreet van 18 januari 1993 betreft, worden de bedragen van het jaar 2008 voor een éénjarige overgangperiode toegekend.

De toelagen die krachtens dit decreet moeten worden uitbetaald, vervangen alle prestaties waarop de begunstigde recht heeft overeenkomstig het decreet van 18 januari 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van organisaties voor volksopleiding en vormingswerk voor volwassenen en het decreet van 23 maart 1992 houdende toekenning van toelagen voor de personeelskosten van de erkende creatieve ateliers, gewestelijke organisaties voor volksopleiding en vormingswerk voor volwassenen alsook van de erkende jeugdorganisaties, jeugdcentra en jeugddiensten.

Wordt er geen globaal concept vóór 28 februari 2009 ingediend, dan wordt de subsidiëring vanaf 1 maart 2009 stopgezet.

## Inwerkingtreding

**Art. 19.** Voorliggend decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Eupen, 17 november 2008.

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,  
B. GENTGES

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,  
Mevr. I. WEYKMANS

—  
Nota's

(1) Zitting 2008-2009.

Parlementaire stukken : 133 (2007-2008) Nr. 1 Ontwerp van decreet.

133 (2008-2009) Nrs. 2-3 Voorstellen tot wijziging.

133 (2008-2009) Nr. 4 Verslag.

Integraal verslag : bespreking en aanneming - Zitting van 17 november 2008.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4696

[2008/204678]

## 18 DECEMBRE 2008. — Décret-programme en matière de fiscalité wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité immobilière

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété par les mots " , ou à 10 % lorsque les conventions translatives précitées donnent lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie."

**Art. 2.** A l'article 53 du même Code, les mots " , ou à 5 % lorsque la vente donne lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie," sont insérés entre les mots "Le droit fixé par l'article 44 est réduit à 6 %" et "pour les ventes de la propriété".

**Art. 3.** A l'article 57 du même Code, les mots " , ou à 5 % lorsque la vente donne lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, " sont insérés entre les mots "le droit fixé par l'article 44 est réduit à 6 %" et "pour les ventes de la propriété".

**Art. 4.** L'article 87 du même Code est complété par les mots " , ou de 0 % lorsque l'hypothèque est constituée en garantie d'un crédit ou d'un prêt hypothécaire sous forme d'Eco-Prêts octroyé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou octroyé par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie."

**Art. 5.** A l'article 209, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, il est ajouté un 6<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> les droits perçus du chef d'un acte juridique enregistré avant application à cet acte des réductions du tarif à 10 % ou à 5 % , inscrites aux articles 44, 53 et 57, à concurrence du supplément de droits entre le taux appliqué lors de l'enregistrement de l'acte et le taux réduit prévu dans ces dernières dispositions; cette restitution est soumise à la formation d'une demande en restitution au pied de l'acte de prêt hypothécaire donnant droit à la réduction sur l'acte de vente de l'immeuble sur lequel porte l'hypothèque, signée par l'acheteur et le notaire instrumentant, avant l'enregistrement de cet acte de prêt; cette demande au pied de l'acte doit contenir le nom du bénéficiaire de la restitution et, le cas échéant, le numéro du compte sur lequel doit être versé le montant des droits à restituer. »

**Art. 6.** Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1<sup>er</sup> à 5 du présent décret, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

#### CHAPITRE II. — Dispositions relatives à la redevance télévision

**Art. 7. A.** A l'article 3 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, les mots "à 140,00 euros" sont remplacés par les mots "à 100,00 euros. Le Gouvernement wallon peut, pour les périodes débutant en 2010, 2011 et 2012, abaisser ce montant jusqu'à 0 euro; le Gouvernement wallon saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris."

**B.** A l'article 3 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, les mots "à 100,00 euros. Le Gouvernement wallon peut, pour les périodes débutant en 2010, 2011 et 2012, abaisser ce montant jusqu'à 0 euro; le Gouvernement wallon saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris." sont remplacés par les mots "à 0 euro."

**Art. 8.** L'article 6 de la même loi est abrogé.

**Art. 9.** L'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, de la même loi est complété par les mots " , ainsi que par les personnes qui, au premier janvier de l'année au cours de laquelle débute la période imposable, bénéficient du statut OMNIO prévu par l'article 38 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 2007, fixant les conditions d'octroi de l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, §§ 1<sup>er</sup> et 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et instaurant le statut OMNIO, ou bénéficient du statut BIM prévu par les articles 3, a) à f), et 10 à 15 du même arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 2007".

**Art. 10.** Les articles 9, § 2, 10, § 2 et § 3, 12, 13, alinéas 2, 3 et 4, 15, 16, 18, 20, 23, 24, 25, 27, § 2 et § 3, de la même loi sont abrogés.

**Art. 11.** Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des articles 7, A., 8 et 9 du présent décret, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009;
- des articles 7, B., et 10 du présent décret, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

#### CHAPITRE III. — Dispositions relatives au transfert à la Région wallonne du service des taxes sur les jeux et paris, sur les appareils automatiques de divertissement et d'ouverture de débits de boissons fermentées

**Art. 12.** Le décret du 23 octobre 2008 ratifiant la décision du transfert à la Région wallonne du service de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées, est retiré.

La décision du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, d'assurer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 le service de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées, est retirée.

**Art. 13.** La Région wallonne décide de reprendre le service des impôts régionaux visés par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, à savoir la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *in fine*, premier tiret, de ladite loi spéciale du 16 janvier 1989.

**Art. 14.** Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions en matière de droits de succession

**Art. 15.** A l'article 21 du Code des droits de succession, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, III, est complété par l'alinéa suivant :

« De même, lorsque le décès est intervenu entre le 1<sup>er</sup> mai 2008 et le 31 décembre 2009, les intéressés peuvent également se référer au prix courant publié dans le quatrième ou le cinquième mois qui suit celui du décès, à la condition d'indiquer leur choix dans leur déclaration. Ce choix ne peut porter que sur un seul prix courant; celui-ci est applicable à toutes les valeurs délaissées. »;

b) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un *IIIbis*, rédigé comme suit :

« *IIIbis*. Pour les instruments financiers, au sens de l'article 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ou les titres de société au sens de l'article 60*bis*, § 1<sup>er</sup>*ter*, non déjà visés aux II. et III., lorsque le décès est intervenu entre le 1<sup>er</sup> mai 2008 et le 31 décembre 2009, d'après la valeur de cotation ou d'après la valeur vénale du bien, soit à la date du jour du décès, soit à la date du dernier jour du deuxième, du troisième ou du quatrième mois qui suit celui du décès, à la condition pour les intéressés d'indiquer leur choix dans leur déclaration.

Ce choix ne peut porter que sur une seule date; celle-ci est applicable à toutes les valeurs délaissées visées par le présent *IIIbis*. »;

c) cet article est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement wallon procédera, avant le 31 décembre 2009, à l'évaluation des mesures inscrites à l'alinéa 1<sup>er</sup>, III, dernier alinéa, et *IIIbis*, dans le cadre de leur reconduction éventuelle ou de leur pérennisation. »

**Art. 16.** Dans le Code des droits de succession, il est inséré un article 67*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 67*bis*. Il n'est pas tenu compte de la valeur des biens qui ont été antérieurement donnés entre vifs au défunt par un héritier, légataire ou donataire, pour la liquidation des droits de succession et de mutation par décès dus par cet héritier, légataire ou donataire, aux conditions suivantes :

- a) la donation entre vifs de ces biens a été constatée par acte remontant à moins de cinq ans avant la date du décès;
- b) avant la date du décès, l'acte a été présenté à la formalité de l'enregistrement ou est devenu obligatoirement enregistrable;
- c) les biens donnés ou leur valeur, lorsqu'ils ont été aliénés, font partie de l'actif imposable.

La valeur dont il n'est pas tenu compte dans le chef de cet héritier, légataire ou donataire, est :

— la valeur sur la base de laquelle les biens donnés ont été assujettis au droit d'enregistrement établi sur les donations;

— limitée à la part nette de cet héritier, légataire ou donataire qui a donné antérieurement les biens, dans ces biens ou, lorsqu'ils ont été aliénés, dans leur prix. »

**Art. 17.** Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 16 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Les héritiers, légataires ou donataires qui déjà ont déposé la déclaration de succession avant l'entrée en vigueur de l'article 15 du présent décret, sont autorisés à utiliser les modes d'évaluations spécifiques établies par ledit article 15 et à revoir les valeurs initialement déclarées. Ils doivent déposer à cet effet une nouvelle déclaration au sens de l'article 37 du Code des droits de succession et la modification des valeurs initialement déclarées est considérée comme une modification de la consistance de la succession, au sens de l'article 135, 4<sup>o</sup>, du Code des droits de succession, qui est applicable au droit excédentaire payé entre la déclaration de succession et la nouvelle déclaration faisant usage de l'article 15 du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 898 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 18 décembre 2008.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4696

[2008/204678]

## 18. DEZEMBER 2008 — Programmdekret bezüglich des wallonischen Steuerwesens (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

## KAPITEL I — Bestimmungen bezüglich der Erleichterung der Immobiliensteuer

**Artikel 1** - Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: „, oder auf 10% wenn die vorgenannten Übertragungsvereinbarungen Anlass geben zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekenkredits in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der „Société wallonne du Crédit social“ (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der „Guichets du Crédit social“ (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie).“

**Art. 2** - In Artikel 53 desselben Gesetzbuches wird folgender Wortlaut zwischen „auf 6%“ und „verringert“ eingefügt: „, oder aber auf 5% wenn der Verkauf Anlass gibt zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekenkredits in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der „Société wallonne du Crédit social“ (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der „Guichets du Crédit social“ (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie).“

**Art. 3** - In Artikel 57 desselben Gesetzbuches wird folgender Wortlaut zwischen „auf 6%“ und „verringert“ eingefügt: „, oder aber auf 5% wenn der Verkauf Anlass gibt zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekenkredits in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der „Société wallonne du Crédit social“ (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der „Guichets du Crédit social“ (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie).“

**Art. 4** - Artikel 87 desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: „, oder auf 0% wenn die Hypothek als Garantie gebildet wird für einen Hypothekenkredit oder ein Hypothekendarlehen in der Form von Ökodarlehen, der bzw. das in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der „Société wallonne du Crédit social“ (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der „Guichets du Crédit social“ (Sozialkreditschalter) gewährt wird, oder für ein Hypothekendarlehen durch den „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie), das in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährt wird.“

**Art. 5** - In Artikel 209 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, wird ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«6° die auf der Grundlage eines Rechtsakts vereinnahmten Gebühren, wenn dieser Rechtsakt registriert worden war, bevor die Ermäßigungen des Tarifs auf 10% oder 5% nach Artikeln 44, 53 und 57 auf diesen Rechtsakt anwendbar waren, in Höhe des Betrags der zusätzlich bezahlten Gebühren, die dem Unterschied zwischen dem bei der Registrierung des Rechtsakts angewandten Satz und dem ermäßigten Satz nach diesen Bestimmungen entsprechen; diese Rückerstattung unterliegt der Bildung eines vom Käufer und amtierenden Notar unterzeichneten Antrags auf Rückerstattung am Fuß des Hypothekendarlehensvertrags, der zur Ermäßigung auf den Kaufvertrag des Immobilienguts berechtigt, auf das sich die Hypothek bezieht; dieser Antrag am Fuß des Darlehensvertrags muss den Namen des Bezugsberechtigten der Rückerstattung und ggf. die Nummer des Kontos, auf das der Betrag der zurück zu erstattenden Gebühren zu überweisen ist, angeben.»

**Art. 6** - Dieses Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 1 bis 5 vorliegenden Dekrets, die am 1. Januar 2009 in Kraft treten.

## KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Fernsehgebühr

**Art. 7 - A.** Artikel 3, Absatz 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „Zu Lasten der Halter von einem oder mehreren Fernsehgeräten wird eine jährliche Gebühr in Höhe von 100,00 Euro festgesetzt; die Wallonische Regierung kann für die Zeiträume, die in den Jahren 2010, 2011 und 2012 anfangen, diesen Betrag bis auf 0 Euro herabsetzen; die Wallonische Regierung wird das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse befassen.“

**B.** In Artikel 3 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird der Wortlaut „Zu Lasten der Halter von einem oder mehreren Fernsehgeräten wird eine jährliche Gebühr in Höhe von 100,00 Euro festgesetzt; die Wallonische Regierung kann für die Zeiträume, die in den Jahren 2010, 2011 und 2012 anfangen, diesen Betrag bis auf 0 Euro herabsetzen; die Wallonische Regierung wird das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse befassen“ durch „Zu Lasten der Halter von einem oder mehreren Fernsehgeräten wird eine jährliche Gebühr in Höhe von 0 Euro festgesetzt.“

**Art. 8** - Artikel 6 desselben Gesetzes wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 9** - Artikel 19 Absatz 1 9° desselben Gesetzes wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: „, sowie von den Personen, die am ersten Januar des Jahres, während dessen der Besteuerungszeitraum anfängt, Anspruch auf das OMNIO-Statut im Sinne von Artikel 38 des Königlichen Erlasses vom 1. April 2007 zur Festlegung der Bedingungen



für die, in Artikel 37 §§ 1 und 19 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, und zur Einführung des oMnio-Statutes, erwähnten Gewährung der erhöhten Beteiligung der Versicherung, oder aber auf das BIM-Statut im Sinne von Artikel 3, a) bis f), und 10 bis 15 desselben Königlichen Erlasses vom 1. April 2007 haben».

**Art. 10** - Die Artikel 9, § 2, 10, § 2 und § 3, 12, 13, Absätze 2, 3 und 4, 15, 16, 18, 20, 23, 24, 25, 27, § 2 und § 3 desselben Gesetzes werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 11** - Dieses Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme

- der Artikel 7, A., 8 und 9, die am 1. Januar 2009 in Kraft treten;
- der Artikel 7, B., und 10 vorliegenden Dekrets, die am 1. Januar 2013 in Kraft treten.

#### KAPITEL III — Bestimmungen bezüglich der Übertragung an die Wallonische Region des Dienstes für die Steuern auf Spiele und Wetten, auf Spielautomaten und auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke

**Art. 12** - Das Dekret vom 23. Oktober 2008 zur Ratifizierung des Beschlusses, die Dienststelle für die Steuer auf Spiele und Wetten, für die Spielautomatensteuer und für die Schankkonzessionssteuer der Wallonischen Region zu übertragen, wird zurückgezogen.

Der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, ab dem 1. Januar 2009 den Dienst für die Steuer auf Spiele und Wetten, für die Spielautomatensteuer und für die Schankkonzessionssteuer der Wallonischen Region zu gewährleisten, wird zurückgezogen.

**Art. 13** - Die Wallonische Region beschließt, den Dienst der regionalen Steuern im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 1°, 2° und 3° des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, d.h. die Steuer auf Spiele und Wetten, die Spielautomatensteuer und die Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke in Übereinstimmung mit Artikel 5 § 3 Absatz 1, *in fine*, erster Strich besagten Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zu übernehmen.

**Art. 14** - Dieses Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

#### KAPITEL IV — Bestimmungen im Bereich der Erbschaftssteuer

**Art. 15** - Artikel 21 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird folgenderweise abgeändert:

a) Absatz 1 III, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Gleichermaßen können sich die Betroffenen, wenn der Todesfall zwischen dem 1. Mai 2008 und dem 31. Dezember 2009 eingetreten ist, ebenfalls auf das Kursblatt beziehen, das im vierten oder fünften Monat nach dem Todesfall veröffentlicht wurde, unter der Bedingung, dass sie ihre Wahl in ihrer Erklärung angeben. Diese Wahl kann nur ein Kursblatt betreffen; dieses ist auf alle preisgegebenen Wertpapiere anwendbar.»;

b) in Absatz 1 wird eine Nummer IIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«IIIbis. Wenn der Todesfall zwischen dem 1. Mai 2008 und dem 31. Dezember 2009 eingetreten ist und was die Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 2 1° des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen, oder die Wertpapiere von Gesellschaften im Sinne von Artikel 60bis, § 1ter, die noch nicht unter II und III erwähnt worden sind, betrifft, aufgrund des Kurswerts oder des Verkaufswerts des Gutes, entweder am Datum des Tages des Todesfalles oder am Datum des letzten Tages des zweiten, dritten oder vierten Monats, der auf den Todesfall folgt, unter der Bedingung, dass die Betroffenen ihre Wahl in ihrer Erklärung angeben.

Diese Wahl kann nur ein einziges Datum betreffen; dieses ist auf alle preisgegebenen Wertpapiere im Sinne dieser Nummer IIIbis anwendbar»;

c) dieser Artikel wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Wallonische Regierung wird vor dem 31. Dezember 2009 eine Bewertung der Maßnahmen gemäß Absatz 1 III, letzter Absatz und IIIbis vornehmen, im Rahmen ihrer eventuellen Verlängerung oder ihres endgültigen Fortbestands.»

**Art. 16** - In das Erbschaftssteuergesetzbuch wird ein Artikel 67bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 67bis - Der Wert der Güter, die zu einem früheren Zeitpunkt unter Lebenden an den Verstorbenen von einem Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger geschenkt worden sind, wird für die Abzahlung der von diesem Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger geschuldeten Erbschaftssteuer und Steuer für die Übertragung von Todes wegen unter folgenden Bedingungen nicht berücksichtigt:

- a) die Schenkung dieser Güter unter Lebenden ist in einer Urkunde festgestellt worden, die weniger als fünf Jahre vor dem Datum des Todesfalls zurückliegt;
- b) vor dem Datum des Todesfalls ist die Urkunde zur Registrierungsformalität vorgestellt worden oder ist sie obligatorisch registrierbar geworden;
- c) die geschenkten Güter oder ihr Wert, wenn diese Güter veräußert worden sind, gehören zum steuerpflichtigen Vermögen.

Der Wert, der seitens dieses Erben, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers nicht berücksichtigt wird, ist:

- der Wert, aufgrund dessen die geschenkten Güter der Registrierungsgebühr für die Schenkungen unterworfen worden sind;
- beschränkt auf den netto Anteil dieses Erben, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers, der die Güter zu einem früheren Zeitpunkt gegeben hat, an diesen Gütern oder an ihrem Preis, wer sie veräußert worden sind.»

**Art. 17** - Dieses Kapitel des vorliegenden Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 16, der am 1. Januar 2009 in Kraft tritt.

Die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die die Erbschaftserklärung vor dem Inkrafttreten von Artikel 15 vorliegenden Dekrets bereits eingereicht haben, werden dazu erlaubt, die spezifischen Bewertungsverfahren zu benutzen, die kraft besagten Artikels 15 festgelegt worden sind, und die ursprünglich erklärten Werte zu revidieren. Zu diesem Zweck müssen sie eine neue Erklärung im Sinne von Artikel 37 des Erbschaftssteuergesetzbuches einreichen, und die Abänderung der ursprünglich erklärten Werte wird als eine Änderung der Konsistenz der Erbschaft im Sinne von Artikel 135, 4<sup>o</sup> des Erbschaftssteuergesetzbuches betrachtet, die auf die zusätzliche Steuer anwendbar ist, die zwischen der Erbschaftserklärung und der neuen Erklärung, in der Artikel 15 vorliegenden Dekrets angewandt wird, gezahlt worden ist.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 898 (2008-2009), Nrn. 1 bis 5

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 2008

Diskussion - Abstimmungen.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4696

[2008/204678]

#### 18 DECEMBER 2008. — Programmadecreet inzake de Waalse fiscaliteit (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen voor een verlaging van de belastingdruk op het vastgoed*

**Artikel 1.** Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld met de woorden „, of op 10 % indien voornoemde overdrachtsovereenkomsten aanleiding geven tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de “Société wallonne de Crédit social” (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de “Guichets du Crédit social” (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemoetkoming van het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

**Art. 2.** In artikel 53 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden “Het bij artikel 44 vastgestelde recht wordt verlaagd tot 6 %” en “voor de verkopen van de eigendom”, de woorden ingevoegd „, of tot 5 % indien de verkoop aanleiding geeft tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de “Société wallonne de Crédit social” (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de “Guichets du Crédit social” (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemoetkoming van het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

**Art. 3.** In artikel 57 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden “Het bij artikel 44 vastgestelde recht wordt verlaagd tot 6 %” en “voor de verkopen van de eigendom”, de woorden ingevoegd „, of tot 5 % indien de verkoop aanleiding geeft tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de “Société wallonne de Crédit social” (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de “Guichets du Crédit social” (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie”

(Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemoeftoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

**Art. 4.** Artikel 87 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden ", of van 0 % indien de hypotheek bestaat uit een waarborg van een hypothecair krediet of een hypothecaire lening toegekend in de vorm van "Eco-Prêts" (Ecoleningen) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten), of toegekend door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemoeftoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

**Art. 5.** In artikel 209, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt er een 6°, luidend als volgt, toegevoegd :

« 6° de rechten geïnd wegens een rechtsakte die geregistreerd wordt voordat het tarief voor die handeling verminderd wordt tot 10 % of 5 % zoals vastgelegd in de artikelen 44, 53 en 57, ten belope van de bijkomende rechten tussen het percentage dat toegepast wordt bij de registratie van de akte en het verminderd tarief bedoeld in laatstgenoemde bepalingen; die teruggaaf is gekoppeld aan de voorwaarde van de formulering, onderaan op de akte van de hypothecaire lening, van een verzoek tot teruggaaf, die recht geeft op de vermindering op de verkoopakte van het pand waarop de hypotheek betrekking heeft, ondertekend door de koper en de instrumenterende notaris, vóór de registratie van die leningsakte; dat verzoek onderaan op de akte moet de naam van de begunstigde van de teruggaaf bevatten, en in voorkomend geval het nummer van de rekening waarop het bedrag van de terug te geven rechten gestort moet worden. »

**Art. 6.** Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd de artikelen 1 tot 5 van dit decreet, die in werking treden op 1 januari 2009.

#### HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende het kijk- en luistergeld

**Art. 7. A.** In artikel 3 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld worden de woorden "van 140,00 euro geheven" vervangen door de woorden "van 100,00 euro geheven. De Waalse Regering kan, voor de periodes die aanvangen in 2010, 2011 en 2012, dat bedrag verlagen tot 0 euro; de Waalse Regering zal het Waalse Parlement onmiddellijk, als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerp-decreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen."

**B.** In artikel 3 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld worden de woorden "van 100,00 euro geheven. De Waalse Regering kan, voor de periodes die aanvangen in 2010, 2011 en 2012, dat bedrag verlagen tot 0 euro; de Waalse Regering zal het Waalse Parlement onmiddellijk, als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerp-decreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen." vervangen door de woorden "van 0 euro geheven".

**Art. 8.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 19, lid 1, 9°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden ", evenals door personen die, op één januari van het jaar waarin het belastbaar tijdperk aanvangt, in aanmerking komen voor het OMNIO-statuut bepaald bij artikel 38 van het koninklijk besluit van 1 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en tot invoering van het OMNIO-statuut of die in aanmerking komen voor het BIM-statuut bepaald bij de artikelen 3, a) tot f), en 10 tot 15 van hetzelfde koninklijk besluit van 1 april 2007."

**Art. 10.** De artikelen 9, § 2, 10, § 2 en § 3, 12, 13, leden 2, 3 en 4, 15, 16, 18, 20, 23, 24, 25, 27, § 2 en § 3, van dezelfde wet worden opgeheven.

**Art. 11.** Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- de artikelen 7, A., 8 en 9 van dit decreet, die in werking treden op 1 januari 2009;
- de artikelen 7, B., en 10 van dit decreet, die in werking treden op 1 januari 2013.

HOOFDSTUK III. — *Decreet houdende goedkeuring van de beslissing waarbij de dienst van de belasting op de spelen en weddenschappen, van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken naar het Waalse Gewest overgeheveld wordt*

**Art. 12.** Het decreet van 23 oktober 2008 houdende goedkeuring van de beslissing waarbij de dienst van de belasting op de spelen en weddenschappen, van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken naar het Waalse Gewest overgeheveld wordt, wordt ingetrokken.

De beslissing van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot het organiseren vanaf 1 januari 2009 van de dienst van de belasting op de spelen en weddenschappen, van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, wordt ingetrokken.

**Art. 13.** Het Waalse Gewest beslist de dienst van de gewestelijke belastingen, bepaald bij artikel 3, lid 1e, 1°, 2° en 3° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, namelijk de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken overeenkomstig artikel 5, § 3, lid 1 *in fine*, eerste streepje, van bedoelde bijzondere wet van 16 januari 1989 over te nemen.

**Art. 14.** Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK IV. — Bepalingen inzake de successierechten

**Art. 15.** In artikel 21 van het Wetboek der successierechten worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) lid 1, III., wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien het overlijden plaatsvond tussen 1 mei 2008 en 31 december 2009 kunnen de belanghebbenden insgelijks verwijzen naar de prijscourant bekendgemaakt in de vierde of vijfde maand volgend op het overlijden op voorwaarde dat hun keuze aangegeven wordt in hun aangifte. Die keuze kan enkel betrekking hebben op één enkele prijscourant; die is van toepassing op alle nagelaten waarden. »;

b) in lid 1 wordt er een *IIIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *IIIbis*. Voor de financiële instrumenten in de zin van artikel 2, 1<sup>o</sup>, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten of de vennootschapseffecten in de zin van artikel 60*bis*, § 1*ter*, nog niet bedoeld onder II en III, indien het overlijden plaatsvindt tussen 1 mei 2008 en 31 december 2009, volgens de noteringswaarde van de koopwaarde van het goed, ofwel op datum van het overlijden, ofwel op datum van de laatste dag van de tweede, derde of vierde maand volgend op het overlijden, op voorwaarde dat de keuze aangegeven wordt in de aangifte.

Die keuze kan slechts één enkele datum betreffen; die is van toepassing op alle nagelaten waarden waarvan sprake in dit hoofdstuk *IIIbis*. »;

c) dit artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« De Waalse Regering beoordeelt de maatregelen bepaald in lid 1, III, laatste lid, en *IIIbis*, in het kader van het eventuele verlenging of bestendinging. »

**Art. 16.** In het Wetboek der successierechten wordt er een artikel 67*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 67*bis*. Er wordt geen rekening gehouden met de waarde van de goeden die voorheen onder levenden werden geschonken aan de overledene, legataris of schenker, voor de vereffening van de successierechten en de overgangsrechten bij overlijden verschuldigd door die erfgenaam, legataris of schenker, tegen de volgende voorwaarden :

a) de schenking onder levenden van die goeden is vastgesteld bij een akte die teruggaat naar minder dan vijf jaar voor de datum van het overlijden;

b) voor de datum van het overlijden werd de akte ingediend bij de registratie of is verplicht registreerbaar geworden;

c) de geschonken goeden of hun waarde, indien ze zijn vervreemd, maken deel uit van de belastbare activa.

De waarde waarmee geen rekening wordt gehouden in hoofte van de erfgenaam, legataris of schenker, is :

— de waarde op grond waarvan de geschonken goeden onderworpen zijn aan het registratierecht vastgesteld op de schenkingen;

— beperkt tot het nettoaandeel van die erfgenaam, legataris of schenker, die voorheen de goeden geschonken heeft, in die goeden of, indien ze vervreemd zijn, in hun prijs. »

**Art. 17.** Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 16, dat in werking treedt op 1 januari 2009.

De erfgenamen, legataris of schenker die reeds hun successieaangifte hebben ingediend vóór de inwerkingtreding van artikel 15 van dit decreet, worden ertoe gemachtigd de specifieke beoordelingsregels te gebruiken vastgesteld bij dit artikel 15 en de initieel aangegeven waarden te herzien. Daartoe moeten ze een nieuwe aangifte indienen in de zin van artikel 37 van het Wetboek der successierechten en de wijziging van de initieel aangegeven waarden wordt beschouwd als een wijziging van de inhoud van de successie in de zin van artikel 135, 4<sup>o</sup>, van het Wetboek der successierechten, van toepassing op het te veel betaalde recht tussen de successieaangifte en de nieuwe aangifte waarbij gebruik wordt gemaakt van artikel 15 van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

---

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 898 (2008-2009), nrs. 1 tot 5.*

*Volledig verslag, openbare zitting van 18 december 2008.*

*Bespreking - Stemming.*